

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 04/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS

HM France Ciments
Tour Alto - 4 place des Saisons
92400 Courbevoie

Références : D1c 2026-150
Code AIOT : 0005703374

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS implanté Le haut de Villiers, la ferme de Bayarne, Les pièces des routes, la cote ronde 51300 Couvrot. L'inspection a été annoncée le 04/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS
- Le haut de Villiers, la ferme de Bayarne, Les pièces des routes, la cote ronde 51300 Couvrot
- Code AIOT : 0005703374
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le carrière de craie exploitée par la société Heidelberg Materials France Ciments sur la commune de Couvrot a été autorisée pour une durée de 30 ans, soit jusqu'en 2038. La production de craie est utilisée pour alimenter la cimenterie voisine.

Les produits issus de l'extraction sont disposés en "galette" d'environ 100 000 t chacune. Les produits alimentant l'usine sont directement puisés dans ces galettes.

L'extraction de fait à l'aide d'une raboteuse qui permet de concasser la craie, les matériaux sont ensuite transporter à l'aide d'un scraper.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 8	Demande d'action corrective	1 mois
5	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Autorisation d'exploiter	Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 1	Sans objet
3	Phasage	Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 15	Sans objet
4	Poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	Sans objet
6	Bruit	Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 27	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité majeure n'a été détectée lors de la visite, cependant des actions et des justificatifs sont attendus de la part de l'exploitant sur le plan d'exploitation et la maintenance des équipements incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autorisation d'exploiter

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Quantités annuelles
Prescription contrôlée :

[...]

L'autorisation porte sur les activités suivantes :

Libellé de la rubrique nature de l'installation	Rubrique Régime	Quantité sollicitée
Exploitation de carrières, au sens de l'article 4 du code minier. Surface totale sollicitée : 2 911 804 m2 (renouvellement sur 2 564 092 m2 et extension sur 347 712 m2) Superficie exploitable totale: 1 786 300 m2 Matériaux à extraire : matériaux calcaires et graveluche Quantité maximale à extraire : 34 500 000 m3 soit 69 000 000 t (dont 190 000 m3 de graveluche) Production annuelle moyenne : 1 150 000 m3 soit 2 300 000 t Production annuelle maximale: 1 250 000 m3 soit 2 500 000 t Coefficient de taxe annuelle : 8	2510-1 autorisation	2 980 287m2 69 000 000 t 2 500 000 t/an

[...]

Constats :

Le suivi mensuel des matériaux extraits de la carrière est retranscrit sur un fichier Excel.
Le volume produit en 2025 (craie + craie marneuse) est de 1 831 095 tonnes sur le site de Couvrot
ce qui est largement inférieur à la production annuelle maximale de 2 500 000 tonnes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 8

Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan d'échelle adaptée à la superficie.

<p>L'exploitant doit établir un plan d'échelle adaptée à la superficie.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, ainsi que les bornes, - les bords de la fouille, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - les zones remises en état, - la position des ouvrages de surface et, s'il y a lieu leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
<p>Constats :</p> <p>Un plan a été présenté sur le logiciel ALTEIA, il permet grâce à des relevés par drone (3 par an) de voir l'avancement de la carrière. Le dernier relevé date du 23/01/2026. Les courbes de niveau et la délimitation du périmètre de la carrière sont visibles également. Il manque cependant quelques éléments pour répondre pleinement à la prescription : les bornes, les abords dans un rayon de 50m, les bords de la fouille, les zones remises en état.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra compléter son plan d'exploitation avec les éléments manquants et l'envoyer à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Phasage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 15</p>
<p>Thème(s) : Autre, Phasage d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le phasage d'exploitation reporté sur le plan en annexe doit être scrupuleusement respecté. Néanmoins, il est possible de déroger à celui-ci après demande motivée et accord écrit de l'inspection des installations classées. Chaque phase correspond à une durée de 5 ans. Par référence aux définitions des valeurs S1 , S2 , S3 figurant dans l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 et ayant servi à déterminer le montant des garanties financières pour cette carrière, les valeurs réelles sur la carrière Sr1 , Sr2 , Sr3 correspondantes doivent être inférieures aux valeurs S1, S2 et S3 mentionnées dans le tableau à l'article 4. Les surfaces décapées de la terre végétale sont comptées comme surfaces en chantier (S2). Un plan de phasage global d'exploitation est joint en annexe 5.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'avancement de la carrière a été visualisé sur le logiciel ALTEIA et correspond à la phase T15 (2023 à 2028) selon le plan de phasage annexé à l'arrêté. Le phasage est donc respecté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : 19.6. - [...] Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. [...]19.7. - [...] Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m2/jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m2/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.[...]
Constats : Les mesures des retombées de poussières ont été envoyées en amont de l'inspection pour les quatre trimestres 2025. Les résultats sont tous bien inférieurs à l'objectif de 500 mg/m2/jour en moyenne annuelle glissante.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
Prescription contrôlée : L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : Les systèmes incendie des engins sont vérifiés par un prestataire extérieure. La dernière vérification a été réalisée début février. L'exploitant a présenté les devis mais n'avait pas encore reçu le rapport du prestataire. Lors de la visite, le système incendie et un extincteur ont été visualisés sur la décapeuse n°14. Aucune date de vérification n'était indiquée sur les équipements.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra envoyer les derniers rapports de vérification des équipements incendie comprenant les équipements de la décapeuse n°14.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 27

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle du bruit
Prescription contrôlée : L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine des bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité. [...] Un contrôle des niveaux sonores est effectué tous les 3 ans.
Constats : Le rapport du dernier contrôle des niveaux sonores a été envoyé en amont de la visite. Ce contrôle a été réalisé en janvier et février 2025 pour la carrière et l'usine. Les résultats sont conformes aux limites réglementaires définies.
Type de suites proposées : Sans suite